

**BOUIRA**

# Les élus de l'opposition de Haïzer réclament la dissolution de l'APC

**Encore une fois et malgré toutes les tentatives de conciliation, l'APC de Haïzer, située à 10 km à l'est de Bouira, était bloquée samedi à l'occasion de la 3<sup>e</sup> session extraordinaire à laquelle ont été convoqués les neuf élus.**

Lors de cette réunion rendue obligatoire après que le wali eut annulé les fameuses commissions administratives installées par l'ex-wali et qui travaillaient jusque-là avec le P/APC, cinq élus issus du RND avec deux élus et du FLN, du MSP et du FFS, ont rejeté l'ordre du jour qui tournait justement autour de la

désignation des adjoints et leur installation ainsi que de la formation des différentes commissions permanentes.

D'après ces cinq élus qui se sont déplacés à notre bureau, la loi concernant ces cas de figure est claire, notamment le code communal dans ses articles 34 et 35 qui stipulent qu'en cas de

blocage, il sera procédé à la dissolution et l'organisation de nouvelles élections.

Aussi, et à la lumière de ce qui précède, les cinq élus de l'opposition, qui ont tenu à prendre à témoin l'opinion publique locale, interpellent le wali pour prendre les mesures nécessaires afin d'aller rapidement vers de nouvelles élections pour débloquent la situation et permettre à cette commune de prétendre comme à un programme ambitieux de dévelop-

pement. Pour rappel, le wali, qui était à Haïzer la semaine dernière pour l'installation du nouveau chef de daïra, avait réitéré son appel à la conciliation entre les différents élus afin de débloquent la situation.

Force est de constater que malgré tous les vœux pieux du wali, l'entente entre les cinq élus d'un côté et le P/APC et trois autres élus de l'autre est apparemment impossible et le divorce semble bel et bien consommé.

Y. Y.

**TIZI-OUZOU**

# Grogne chez le personnel du collège d'Agouni-Oufekous

**Les enseignants du collège d'Agounis-Oufekous bouillonnent de colère ces derniers temps. Ils ont observé, récemment, une journée de protestation qui a paralysé tout l'établissement.**

A l'origine de cette protesta, des sanctions jugées «arbitraires» à l'encontre de deux enseignants.

En effet, ces derniers ont écopé d'un blâme et d'un avertissement. Ces sanctions ont été prises suite au rapport adressé par le directeur du CEM au responsable de l'académie. Le rapport non notifié aux personnes concernées évoque à la charge des deux profs «des tentatives de perturbation du bon fonctionnement du travail à l'intérieur de l'établissement». Une accusation qualifiée d'infondée par le collectif des enseignants.

Ce dernier a profité de la journée de protestation pour remettre au goût du jour la plateforme de revendications, dont certaines ont été posées depuis l'ouverture de l'établissement.

Non-organisation de l'élection des membres de la commission paritaire, retenue sur salaire sans adresser des questionnaires aux concernés, attribution de notes de façon non objective pour la prime de rendement, absence des représentants des enseignants au niveau du conseil d'éducation et de gestion, refus de délivrance aux enseignants des copies de notation de la prime de rendement, sont, entre autres, les griefs retenus contre le directeur du CEM, que les enseignants ont accusé de tous les maux. En outre, les professeurs du collège accusent leur directeur de «faire dans le

favoritisme». Le responsable de cet établissement aurait, selon une requête des enseignants adressée au directeur de l'éducation de Tizi-Ouzou, désigné une enseignante vacataire, une parente à lui, pour les corrections des examens du BEM. Les enseignants précisent que cette dernière exerce en dehors de la commune de Boudjima et sa désignation s'est effectuée au détriment d'une enseignante titulaire du collège d'Agouni-Oufekous.

La requête des enseignants évoque d'autres problèmes liés à la dégradation du mobilier pédagogique, l'absence d'Internet

et de chauffage surtout qu'on est à la veille de la saison hivernale. L'absence de dialogue et l'intimidation à l'encontre des enseignants sont, également, mises en exergue dans le rapport du collectif des enseignants.

Le débrayage observé il y a quelques jours se veut un avertissement à l'endroit des responsables concernés, invités à prendre en charge les doléances des enseignants qui, eux, menacent de reprendre la protesta et de façon plus radicale cette fois-ci, si les choses restaient en l'état.

Gaya B.

## 215 retraits de permis de conduire en un mois

**C'est une «moisson» assez significative que les services de la police ont réussie durant le mois de Ramadan. Selon un bilan établi la semaine dernière, il ressort, en effet, que pas moins de 215 cas de retrait de permis de conduire ont été traités en un mois. Un chiffre qui renseigne parfaitement sur la situation qui prévaut sur les routes et qui, malheureusement, chaque semaine se solde par un nombre effarant de victimes de chauffards en tout genre.**

Selon le même bilan, rendu public par la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, 44 véhicules ont été mis en fourrière

alors que les agents de l'ordre ont eu à dresser un total de 1 469 contraventions durant la même période.

Des chiffres qui incitent à se demander à quoi servent, entre autres, les campagnes de sensibilisation et autres «diplomatiques» actions des pouvoirs publics au lieu de sévir comme cela se passe dans tous les pays. En tout cas c'est une «offensive» de la part de la police qui rassurera ceux qui assistent au «spectacle» qu'offrent quotidiennement et à toute heure ces petits fous du volant à Tizi-ville comme partout à travers le pays d'ailleurs.

A. M.

**MILA**

# Une mobilisation sans précédent pour l'ouverture du nouveau centre universitaire

**Entouré de ses proches collaborateurs, Djamel-Eddine Salhi, wali de Mila, suit de près le projet de réalisation d'un centre universitaire en étant en contact permanent avec les responsables des entreprises en charge de cet important édifice de savoir.**

En réunion au niveau de son cabinet ou sur chantier, il ne cesse de s'enquérir des dévelop-

pements survenus, surtout après que la presse locale ait fait état d'une éventuelle possibilité de

transférer les étudiants inscrits à Mila vers Sétif pour la simple raison que le centre de Mila ne pourra en aucun cas être prêt pour cette rentrée. Pour le premier responsable de l'exécutif de wilaya, «le défi lancé il y a une année et demie (date du démarrage des travaux) sera bel et bien relevé»,

fixant même la date officielle de l'inauguration, donc de la rentrée universitaire, pour le 18 octobre, invitant pour l'occasion tous les représentants de la presse à y assister, notamment ceux qui ont douté de la livraison du projet dans les délais fixés.

A. M'haimoud

**SAÏDA**

# Le caissier de la BNA sous mandat de dépôt

Le procureur de la République près le tribunal de Saïda a placé, samedi dernier, le caissier de l'agence de la Banque nationale d'Algérie de Saïda sous mandat de dépôt pour malversation d'une somme d'un milliard 700 millions de centimes dont a été victime un entrepreneur, a-t-on indiqué de source concordante.

En effet, le magistrat du parquet de Saïda a auditionné quatre agents de l'agence de la BNA, et suite à quoi, il a écroué le principal mis en cause, le caissier en l'occurrence, en attendant sa comparution devant le tribunal criminel pour escroquerie envers un client de ladite banque.

Rappelons que la victime s'est rendue compte le mois dernier que deux chèques d'une valeur respective de 900 et 800 millions de centimes ont été encaissés à son insu par une tierce personne alors qu'il demandait à avoir un carnet de chèques.

# Un malade mental incendie sa maison

Un homme de 50 ans a mis le feu, jeudi, à sa maison située à la rue des Frères-Abbas, en plein centre-ville.

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Saïda se sont aussitôt déplacés sur le lieu du sinistre après avoir été avisés par le voisin de l'acte commis par le pyromane qui est un attardé mental. L'incendie, qui a fait d'importants dégâts matériels, a été circonscrit.

L'auteur du drame a été évacué vers l'hôpital de Saïda où ses jours ne sont pas en danger. Il est à rappeler qu'au début de cette année, un autre attardé mental a également incendié sa maison. Il a succombé suite à ses blessures.

Kadour D.